

ASSISES REGIONALES DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Samedi 18 juin 2005 à Lorient

Restitution des tables rondes et ateliers

La restitution des ateliers, qui reprend les éléments présentés plus haut, n'a pas été retranscrite.

* * *

Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale déléguée à la vie lycéenne et aux projets innovants, Présidente de la commission de la formation, retient trois termes forts qui ont marqué les échanges de la journée :

- ✓ **Lucidité.** Les acteurs de la solidarité se posent tous la question du bien-fondé de leur démarche, avec des questionnements sur la nature des projets à conduire, sur l'association des populations locales, sur les bénéficiaires des programmes, sur leur définition et leur mise en œuvre, sur leurs incidences... Cette réflexion paraît aujourd'hui partagée par l'essentiel des intervenants.
- ✓ **Partage.** Les actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale doivent se décliner autour de la notion de partage, d'échange. Partage là-bas dans la conduite d'actions de développement, mais aussi partage ici notamment dans l'accueil des populations immigrées.
- ✓ **Résistance.** On sent bien que les actes que l'on peut poser ici, aussi bien en termes de choix politiques que de consommation, ont des conséquences dans les pays du Sud. Il est clair qu'à l'échelle de la planète, il existe de nombreux intérêts contradictoires : on a cité, par exemple, les syndicats qui n'étaient pas toujours d'accord sur les modalités d'action. Des espaces de rencontre et de dialogue se révèlent nécessaires pour que la société civile soit vraiment une force d'influence à l'égard des systèmes.

La recherche d'un développement soutenable se fait en prenant appui sur ces trois grands principes, avec le souci de ne pas laisser des millions d'habitants, notamment d'enfants, sur le bord du chemin. Comme l'a dit Tahar Ben Jelloun, *"l'humanité sera jugée sur la façon dont elle aura protégé ses enfants"*.

Enfin, reprenant la citation de Jean Moulin rappelée par René Billaz, elle souligne qu'au terme d'une journée comme celle-là, nous sommes appelés plus que jamais à être ensemble à la fois **résistants et créateurs**.

* * *

Charles Josselin, ancien Ministre, Président de Cités Unies France, souligne tout d'abord que, le fait que ces Assises se déroulent à Lorient est une belle expression de l'ouverture de la Bretagne au monde. L'importance de l'assistance témoigne de l'intérêt que ce thème rencontre chez les Bretons. Parmi les événements récents ou les rencontres internationales annoncées, il souligne trois éléments forts :

- ✓ Concernant l'effacement de la dette des pays les plus pauvres, il convient de rester mobilisé pour que cette annulation ne se fasse pas au détriment d'autres actions d'aide au développement.
- ✓ Par rapport au 1^{er} bilan de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui sera établi à l'occasion d'une assemblée des Nations

Unies en septembre-octobre, il craint que les statistiques globales soient trompeuses et que les progrès incontestables observés en Chine masquent une stabilisation ou même une dégradation de la situation de nombreux pays.

- ✓ Il souligne la responsabilité essentielle des villes et gouvernements locaux en matière d'éducation, de santé et d'environnement et l'importance des mouvements de décentralisation. Toutefois, la méfiance des pouvoirs centraux à l'égard des autorités locales conduit, dans plusieurs pays, à priver ces pouvoirs locaux des moyens de fonctionner.

L'inégalité du monde n'est pas nouvelle, mais elle est brutalisée par l'irruption de l'information. Aujourd'hui, le temps technologique incroyablement court met le monde en tension ; la mondialisation de la technologie est faite, alors que le temps de la mondialisation politique est beaucoup plus lent, et le calendrier culturel encore plus lent. C'est cette distorsion entre ces trois horloges, - technologique, politique et culturelle - qui explique très largement les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui. L'irruption de la société civile à l'international est une bonne nouvelle et la mobilisation qui en résulte se traduit par une nouvelle citoyenneté ; c'est comme si les frontières de la citoyenneté atteignaient désormais celles de la planète.

La **coopération décentralisée** est passée du temps de la clandestinité, et du foisonnement inévitable en clandestinité, à celui de la légitimité. Il faut que cette légitimité s'accompagne de coordination et de cohérence stratégique sur les objectifs ; les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) peuvent constituer une référence essentielle. La cohérence doit également être recherchée avec :

- ✓ Le Ministère des Affaires Etrangères et les orientations arrêtées au plan national,
- ✓ L'Europe, qui est, rappelons-le, le 'morceau de monde' qui fait le plus pour l'aide publique au développement, représentant 55 % de l'aide publique au développement (en additionnant l'aide individuelle des pays à celle de l'UE).

Développement durable et **démocratie** représentent également des objectifs qui donnent du sens à une coopération. Toutefois, le terme "développement durable" résonne différemment dans des pays où l'objectif est la survie quotidienne et où il est difficile de se projeter dans le futur. Il convient alors de prendre en compte au mieux les réalités locales et peut-être de réduire nos conditionnalités ('on vous aide à condition que..'). De même, on pourrait longuement évoquer les rapports démocratie/développement. C'est la durabilité qui permet d'allier les termes ; on peut dire clairement qu'il n'y aura **pas de démocratie sans développement durable** et qu'il n'y aura **pas non plus de développement sans démocratie durable**. Les deux sont nécessaires mais souvent difficiles à réunir dans des pays qui reviennent de tellement loin, et ceci en partie par notre faute (les frontières des pays africains en particulier que nous avons dessinées sans tenir compte des différences ethniques, expliquent très largement les conflits qui actuellement paralysent le développement de la plupart de ces pays).

Charles Josselin souligne l'importance que revêtent à ses yeux certains aspects de la coopération décentralisée : le rôle essentiel de **l'évaluation**, et notamment de la durabilité des projets engagés, mais aussi la culture du **partenariat**, encore à développer :

- ✓ Avec les autorités publiques des pays partenaires, même si l'inachèvement de la décentralisation crée des difficultés. Il faut **rompre avec la "coopération de l'offre"** (on a une idée, on va aller la leur proposer). La coopération, c'est d'abord **répondre aux attentes** des partenaires et pas forcément satisfaire à l'idée qu'on se fait de leur développement. Cela renvoie à la nécessité d'un dialogue.
- ✓ Entre acteurs de la coopération intervenant dans un même pays. Les "groupes pays" mis en place par Cités Unies France sont l'illustration de ce qui peut être fait en ce sens.

Il insiste par ailleurs sur le fait que le partenaire du Sud doit avoir le sens de son propre engagement, le partenariat allant en effet dans les deux sens.

Pour Charles Josselin, la coopération décentralisée est la traduction locale de notre volonté de participer à la lutte contre les inégalités du monde. Elle se renforcera par la **professionnalisation et la mobilisation de la population par les élus**, mais également par un **engagement politique global déterminé**.